

Brochure n° 3029

**Convention collective nationale**

IDCC : 493. – **VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,  
SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

---

■ *Journal officiel* du 28 octobre 2008

**Arrêté du 21 octobre 2008 portant extension d'un avenant conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale des vins,  
cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France  
(n° 493)**

NOR : MTST0825180A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 6 mai 2008, portant extension de la convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969 ainsi que des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 12 du 5 août 2008, relatif aux salaires minima, à l'annexe IV de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du

13 février 1969, tel que modifié par les avenants n° 34 du 16 décembre 1993 et n° 36 du 1<sup>er</sup> décembre 1994, les dispositions de l'avenant n° 12 du 5 août 2008, relatif aux salaires minima, à l'annexe IV de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice aux relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* — Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.